

NYONS

N° 91/2022

ARRÊTÉ DU MAIRE

PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

ANNULE ET REMPLACE

Nous, Pierre COMBES, Maire de la Ville de NYONS,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et le Code de la Route,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 06 Avril 2017 fixant les tarifs pour occupation du Domaine Public et toutes les délibérations successives,

Vu l'arrêté du Maire N° 86/2022 du 03/11/2022

Vu la nouvelle demande de l'entreprise EURL MATARAZZO – 26110 AUBRES présentée le 15/11/2022

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Consistance des travaux

L'entreprise EURL MATARAZZO dénommée ci-après le pétitionnaire, est autorisée à occuper le Domaine Public dans les conditions suivantes :

Type d'installation : • Stationnement d'un engin télescopique mobile (monte charge) devant l'immeuble le temps des livraisons de matériaux (dimensions au sol 250 cm X 300 cm).

• Echafaudage

- Nature des travaux : Réfection de toiture.
- Adresse des travaux : SARL AU PETIT NICE - 4 avenue Paul Laurens 26110 NYONS

L'installation de chantier est accordée pour une emprise sur le Domaine Public mesurée à **14 m²**

Elle débute le 14/11/2022 et prendra fin le 05/12/2022.

→ La circulation sera déviée sur la voie de gauche (dans le sens centre ville → rond point Vignolis) sur 10 mètres au droit du restaurant et le double sens de circulation maintenue en neutralisant 6 places de stationnements en face de SARL Au Petit Nice pour rendre fluide la circulation des véhicules.(cf : Arrêté municipal temporaire de circulation n° 2022.286 du 10/11/2022).

→ **Une signalétique, de jour comme de nuit, du cheminement piétons sera également mise en place par l'entreprise avec obligation de respecter toutes les règles de sécurité à proximité de l'échafaude.**

ARTICLE 2 : Obligations du pétitionnaire

Le pétitionnaire doit veiller à ce que l'installation ménage un couloir minimum de 3 m de largeur et de 3 m 50 de hauteur pour l'intervention des véhicules de secours.

Il préservera également selon les règles de sécurité en vigueur la circulation piétonne et automobile ainsi que l'accès aux habitations et aux commerces.

Le pétitionnaire devra mettre en place, de jour comme de nuit, sous sa responsabilité et à ses frais, la signalétique complète et la protection du chantier.

Le pétitionnaire est tenu de demander une autorisation de mise en service une fois le montage réalisé auprès du service BET de la mairie en prenant contact avec M. LASSALLE (☎ : 07 88 73 62 11).

Cette demande précisant notamment :

- le rapport de vérification émis par un bureau de contrôle.
- le numéro d'arrêté d'autorisation de montage.
- l'engagement du pétitionnaire à respecter les règles de sécurité en vigueur.
- les coordonnées de la personne responsable du chantier joignable 24h/24h.

ARTICLE 3 : Prescriptions techniques

Un état des lieux contradictoire est impérativement établi **avant** et **après** la mise en place de l'installation.

- L'évacuation des matériaux, depuis les étages, se fera par une goulotte arrimée déversant dans une benne-réceptacle couverte de manière à préserver du bruit.
- La confection du mortier, les dépôts de matériaux et de toute nature sur la chaussée sont interdits. Le sol recevra une protection absolue en fonction des travaux.
- Le sol ne pourra recevoir aucun ancrage de fixation.
- La dépose et la repose des équipements ou mobiliers urbains sont à la charge de l'entreprise.
- Il veillera à préserver le libre écoulement des eaux, aucun déchet, de quelque nature que ce soit, ne devra être évacué dans les réseaux d'assainissement et des eaux pluviales.
- Il assurera également la propreté des voies suite au passage des véhicules.

ARTICLE 4 : Redevance d'occupation du Domaine Public / Cautionnement

Conformément à la délibération du Conseil Municipal, le pétitionnaire est redevable auprès du propriétaire du domaine d'une redevance de 10 € le m² par mois occupé dès le deuxième mois.

Cette redevance sera mise en recouvrement par émission d'un titre de recettes.

Par ailleurs, le pétitionnaire versera à la Mairie un dépôt de garantie de 0 € à compter de l'autorisation. Il lui sera restitué dès l'état des lieux de fin de travaux, pour autant que le Domaine Public soit rendu dans un état conforme à son état initial.

ARTICLE 5 : Retrait de l'autorisation

Cette autorisation est consentie à titre précaire et révocable.

Tout manquement à l'une des dispositions ci-dessus pourra entraîner un retrait de la présente autorisation, sans que le permissionnaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 6 : Affichage

Le pétitionnaire devra procéder à l'affichage du présent arrêté sur place 7 jours francs avant le début des travaux.

Le pétitionnaire devra être en possession du présent arrêté qui sera affiché en permanence et visible depuis le Domaine Public.

Monsieur le Directeur Général des Services et la Police Municipale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à NYONS, le 15/11/2022

Le Maire
Pierre COMBES


